

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JANVIER 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUES RÉGIONALES ÉNERGIE-CLIMAT ET AIR  
PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">ANNEXE AU RAPPORT</a>	7
<a href="#">Subventions 2023 Bruitparif</a>	8
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	10
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	18
<a href="#">Annexe 1 - Fiches-projets stratégie énergie climat</a>	19
<a href="#">Annexe 2 - Fiches-projets SLTE</a>	51
<a href="#">Annexe 3 - Fiche projet ENERGIE PARTAGEE</a>	63
<a href="#">Annexe 4 - Fiches-projets AIRPARIF</a>	66
<a href="#">Annexe 5 - Accord confidentialité EDF- Région Île-de-France</a>	71
<a href="#">Annexe 6 - Changement de bénéficiaire - modification de convention</a>	76
<a href="#">Annexe 7 - Avenant n°1 à la Convention financière France Carbone Agri</a>	84

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de proposer au vote de la commission permanente plusieurs dispositions au titre de la mise en œuvre de la « Stratégie Régionale énergie-climat », du plan « Changeons d'air en Île-de-France » et du soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'énergie et de l'environnement.

### 1. Dans le cadre de la politique énergie-climat

#### 1.1. Affectation de subventions dans le cadre de la « Stratégie Régionale énergie-climat »

Ce rapport propose de soutenir **15** opérations relatives à différents appels à projets et d'affecter :

- **94 040,90 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (575002) « Energie », action 17500202 « Energies renouvelables » pour soutenir **4** opérations en faveur des énergies renouvelables, soit :
  - 81 530,50 € pour 3 études de schéma directeur multi-énergies dans le cadre de l'Appel à projets « EnR&R chaleur et froid renouvelables » ;
  - 12 510,40 € pour soutenir 1 opération de solaire photovoltaïque dans le cadre de l'Appel à projets « Développement des EnR&R ».
- **753 571,36 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500105 « Efficacité énergétique et SEM » pour soutenir **11** opérations soit :
  - 720 810,36 € pour soutenir 10 opérations d'éclairage public ;
  - 32 761 € pour soutenir 1 opération dans le cadre de l'appel à projets « bâtiments publics durable ».

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 1.

#### 1.2. Accompagnement des Structures Locales de la Transition Energétique

Au titre du fonctionnement, **4** programmes d'actions pour les Structures Locales de la Transition Energétique sont proposés au vote. Ces structures déploient les missions de conseil et d'accompagnement en matière de maîtrise de l'énergie et d'énergie renouvelables auprès des particuliers, professionnels et collectivités.

Le montant total de subvention de **170 475 €** est affecté sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie ».

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 2.

#### 1.3. Soutien à une structure agissant dans le secteur de l'environnement

Pour le programme d'action 2023 en faveur des énergies renouvelables citoyennes, de l'association **Energie Partagée**, il est proposé d'affecter **65 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement ».

La fiche-projet correspondante figure en annexe 3.

#### 1.4. Cotisations à AMORCE et FRANCE HYDROGENE

Il est proposé d'affecter **20 322 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement » afin de verser les cotisations annuelles au titre de l'année 2023, soit :

- 14 322 € à l'association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets d'énergie et les réseaux de chaleur (AMORCE) ;
- 6 000 € à l'association France Hydrogène.

## 2. Sur les volets air, bruit, climat

### 2.1 Affectations à AIRPARIF

Ce rapport propose l'attribution de subventions à AIRPARIF, pour 2023, conformément à la convention (2016-2021) signée le 4 juillet 2016 entre la Région et cette association, prorogée par l'avenant n° 4 lors de la CP 2022-370 du 10 novembre 2022, soit :

- au titre de l'investissement : **456 000 €** (60 % du montant prévu au BP 2023) disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « qualité de l'air et Climat », action 574001012 « Investissement et études d'AIRPARIF » ;
- au titre du fonctionnement : **510 000 €** (60 % du montant prévu au BP 2023) disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « Qualité de l'air et climat », action 574001052 « Fonctionnement d'AIRPARIF ».

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 4.

### 2.2 Affectations à BRUITPARIF

Le présent rapport propose l'attribution de subventions à BRUITAPRIF, pour 2023, conformément à la convention pluriannuelle conclue entre la Région Île-de-France et l'Association BRUITPARIF, approuvée par délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014, signée le 3 avril 2014, prorogée par l'avenant n°9, délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022, soit :

- au titre du fonctionnement : **480 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit », action 17800102 « soutiens à BRUITPARIF » ;
- au titre de l'investissement : **189 000 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit » action 17800101 « soutiens à BRUITPARIF ».

Les subventions correspondantes figurent dans le tableau en annexe 1 au rapport.

Pour cet organisme associé de la Région dans le domaine de l'environnement, l'attribution de la subvention est réalisée en deux temps : pour le fonctionnement 50 % de la subvention affectée en début d'année civile sous la forme d'une avance calculée sur la base de la subvention inscrite au budget de l'année en cours, pour l'investissement, le solde étant attribué lors de la commission permanente du mois de juillet, à l'issue d'une analyse des comptes annuels de l'exercice précédent, du rapport d'activité, d'une situation de trésorerie et des perspectives de l'année en cours.

### 3. Dispositif Véhicules propres

Le présent rapport propose également d'affecter **150 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Etudes prospective et valorisation » à l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour les frais de gestion de ce dispositif.

### 4. Externalisations de l'instruction et de la gestion de plusieurs dispositifs

Afin de faciliter l'instruction et la gestion du BPE et du kit bioéthanol, il est proposé d'affecter respectivement 58 000 € et 152 000 €, soit 210 000 € en autorisations d'engagement TTC pour la passation de marchés, dont :

- 58 000 € disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100405 « Budget participatif écologique et solidaire ».
- 152 000 € disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Etudes prospective et valorisation ».

Cette affectation nécessite un transfert d'un montant de 42 000 € d'autorisations d'engagement au sein du chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », du programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100405 « Budget participatif écologique et solidaire » vers le programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Etudes prospective et valorisation ».

### 5. Accord de confidentialité EDF concernant l'étude EDF sur les leviers de la décarbonation de l'Île-de-France à 2050

EDF propose de mettre à disposition les données de leurs études sur les leviers de la décarbonation de l'Île-de-France à 2050 dans le cadre des travaux de révision du SRCAE. A cette fin, il convient de signer un accord de confidentialité pour recevoir ces données.

L'accord figure en annexe 5 à la présente délibération.

### 6. Changement de bénéficiaire et modification d'une convention

A la suite d'un changement de bénéficiaire, il est proposé de procéder au transfert du solde de la subvention de 59 010,76 € affectés initialement à IPG IMMOBILIERE PARISIENNE DE GESTION par délibération n° CP 16-162 du 15 juin 2016 (dossier n° 16005283) au nouveau bénéficiaire CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT. Il est par ailleurs proposé d'approuver l'avenant n° 1 à la convention entre la région Île-de-France et France Carbone Agri afin d'intégrer des clauses de protections des données.

Les fiches projets et la convention ainsi modifiées figurent en annexes 6 et 7 à la présente délibération.

### 7. Conventions

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues

nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXE AU RAPPORT**

## **Subventions 2023 Bruitparif**



**Subventions en faveur de Bruitparif - organisme associé  
au conseil régional d'Île-de-France  
Secteurs de l'environnement  
Première affectation de subventions 2023**

**I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT**

Organisme Bénéficiaires	Chapitre	Code fonctionnel	Programme	Action	Nature comptable	CP du 28 janvier 2023 1 <sup>ère</sup> affectation en M€
BRUITPARIF	937	78	178002	17800102	6574	0,480

**TOTAL  
SUBVENTIONS DE  
FONCTIONNEMENT**

0,480

**II – SUBVENTION D'INVESTISSEMENT**

Organisme Bénéficiaires	Chapitre	Code fonctionnel	Programme	Action	Nature comptable	CP du 28 janvier 2023 1 <sup>ère</sup> affectation en M€
BRUITPARIF	907	78	178002	17800102	20422	0,189

**TOTAL  
SUBVENTIONS  
D'INVESTISSEMENT**

0,189

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **POLITIQUES RÉGIONALES ÉNERGIE-CLIMAT ET AIR**

#### **PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N°SA 59108 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N°SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 ;

**VU** le code de l'énergie ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

**VU** la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

**VU** le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

**VU** la délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 concernant le cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement à l'ajustement du dispositif « éducation à l'environnement vers un développement durable » à l'adaptation du dispositif « jardins solidaires en Île-de-France » prorogation des programmes cadres agricoles ;

**VU** la délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014 relative aux organismes extérieurs bénéficiant des concours de la Région dans les secteurs de l'aménagement du territoire et de l'environnement première affectation de subventions 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CP 16-162 du 15 juin 2016 portant attribution de subventions dans les domaines de l'air et de l'énergie première affectation 2016 approbation du contrat d'objectifs «

déchets » du siredom ;

**VU** la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 portant approbation du plan Changeons d'air en Île-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2018-121 du 16 mars 2018 relative à la politique énergie climat – 1<sup>ère</sup> affectation 2018 – dispositif véhicules propres élargi ;

**VU** la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative à la politique énergie-climat : 3<sup>ème</sup> affectation 2019 - mise en œuvre du plan "changeons d'air" ;

**VU** la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 relative à la politique énergie-climat : 4<sup>ème</sup> affectation 2019 – règlement d'intervention site - solde airparif pour 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire hydrogène ;

**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 relative à la politique air énergie climat : modification de règlements d'intervention : 1<sup>ère</sup> affectation 2020 et signature de charte méthanisation ;

**VU** la délibération n° CP 2020-100 du 31 janvier 2020 portant approbation du Budget participatif écologique ;

**VU** la délibération n° CP 2020-276 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 relative à la politique énergie-climat – mise en œuvre du plan « Changeons d'air » : affectations 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-178 du 1<sup>er</sup> avril 2021 relative aux politiques régionales économie circulaire et déchets, énergie-climat et air affectations pour 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 « agir pour notre environnement » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 relatives aux politiques régionales énergie-climat et air : affectations 2021

**VU** la délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 relative aux politiques régionales énergie-climat et air : premières affectations 2022 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-257 du 7 juillet 2022 relative aux politiques régionales énergie-climat et air 4<sup>ème</sup> affectation 2022 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022 relative aux politiques régionales énergie-climat et air – 5<sup>ème</sup> affectation 2022 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-435 du 10 novembre 2022 relative au budget participatif écologique et solidaire - 4<sup>ème</sup> édition ;

**VU** la délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 : agriculture - méthanisation - 6<sup>ème</sup> rapport 2022 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-024 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement des 3 opérations sur le volet « chaleur et froid renouvelables » détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 1 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **81 530,50 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **81 530,50 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

#### **Article 2 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement d'1 opération sur le volet « développement des EnR&R » détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe 1 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **12 510,40 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **12 510,40 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

### **Article 3 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement de 10 opérations sur le volet **renovation d'éclairage public**, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **720 810,36 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **720 810,36 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

### **Article 4 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement de 1 opération sur le volet **bâtiments publics durable**, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **32 761 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **32 761 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

### **Article 5 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement des **4** programmes d'actions portés par les structures locales de la transition énergétique dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **170 475 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **170 475 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire, sous volet 21 « Énergies renouvelables et efficacité énergétique », projet 2102 « ALEC (actions intérêt général énergie).

#### **Article 6 :**

Décide, **au titre du cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement**, de participer au financement d'1 opération, détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe 3 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **65 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type pour les subventions en fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **65 000 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2023.

#### **Article 7 :**

Décide de verser à l'association Amorce, au titre de l'année 2023 une cotisation d'un montant de **14 322 €**.

Affecte une autorisation d'engagement, de **14 322 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2023.

#### **Article 8 :**

Décide de verser à l'association France Hydrogène au titre de l'année 2023 une cotisation d'un montant de **6 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **6 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2023.

**Article 9 :**

Décide, **au titre de l'aide aux investissements**, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **456 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **456 000 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « qualité de l'air et Climat », action 574001012 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 24 « Qualité de l'air », projet 2401 « Airparif ».

**Article 10 :**

Décide, **au titre de l'aide au fonctionnement**, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **510 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **510 000 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « Qualité de l'air et climat » action 574001052 « Fonctionnement d'AIRPARIF », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 24 « Qualité de l'air », projet 2401 « Airparif ».

**Article 11 :**

Décide, **au titre de l'aide au fonctionnement**, d'attribuer à BRUITPARIF une subvention d'un montant maximum de **480 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **480 000 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78001 (178001) « Lutte contre le bruit », action 17800102 « Soutien à BRUIPARIF », du budget 2023.

**Article 12 :**

Décide, **au titre de l'aide à l'investissement**, d'attribuer à BRUITPARIF une subvention d'un montant maximum de **189 000 €**.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **189 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit » action 17800101 « soutien à BRUIPARIF », du budget 2023.

**Article 13 :**

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France », pour le dispositif Véhicules propres**, d'affecter un montant prévisionnel maximum de 150 000 € à l'Agence de Services et de Paiement pour les frais de gestion du dispositif.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **150 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Etudes, prospective et valorisation », du budget 2023.

**Article 14 :**

**Affecte dans le cadre de passation de marchés :**

- 58 000 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100405 « Budget participatif écologique et solidaire », du budget 2023.
- 152 000 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Etudes prospective et valorisation », du budget 2023.

**Article 15 :**

Approuve l'accord de confidentialité entre la Région Île-de-France et EDF figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 16 :**

Approuve la fiche-projet modifiée n° EX061745 telle qu'elle figure en annexe 6 à la présente délibération.

Cette fiche-projet se substitue à celle adoptée par délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022 susvisée.

**Article 17 :**

Décide de transférer à CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT le solde de la subvention n° 16005283 attribuée antérieurement à IPG IMMOBILIER PARISIENNE DE GESTION par délibération n° CP 16-162 du 15 juin 2016 susvisée d'un montant de 59 010,76 €.

Approuve la fiche-projet modifiée n° 16005283 et subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 18 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention entre la région Île-de-France et France Carbone Agri figurant en annexe 7 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.



**Article 19 :**

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Fiches-projets stratégie énergie climat**

**DOSSIER N° EX067936 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Réalisation d'une étude de programmation de rénovation énergétique des bâtiments - COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	78 958,00 € HT	41,49 %	32 761,00 €
Montant total de la subvention			32 761,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE  
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE  
77430 CHAMPAGNE SUR SEINE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur MICHEL GONORD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : étude de programmation de rénovation énergétique des 12 bâtiments communaux

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer au plus vite l'étude afin d'identifier les travaux nécessaires pour réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans ce contexte de hausse des prix.

**Description :**

La commune de Champagne-sur-Seine (6 179 habitants) souhaite mettre en place un marché public global de performance (MPGP) énergétique sur l'ensemble de son patrimoine bâti. Elle a pour cela recouru à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la réalisation d'audits énergétiques et la mise en place et le suivi du MGP.

Ces outils constituent une aide à l'établissement d'une politique de gestion énergétique visant à améliorer la performance du patrimoine bâti et diminuer les charges de fonctionnement. Ils comprennent :

- un diagnostic de la politique énergétique, de son organisation et des moyens associés ;
- la validation de la stratégie à mener ;
- la déclinaison d'un plan d'actions pour la mise en œuvre de cette stratégie. L'étude sera suivie de travaux.

Les dépenses liées à la mise en place et le suivi du MGP ne sont pas compris dans les dépenses éligibles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets rénovation énergétique du patrimoine public" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €. L'assiette retenue est de 78 958 € sur un total de 118 230 €. La subvention est plafonnée à 27,71% pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30% du maître d'ouvrage.

**Localisation géographique :**

 CHAMPAGNE-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de rénovation énergétique des bâtiments	78 958,00	66,78%
Mise en place et suivi du MPGP (hors assiette éligible)	39 272,00	33,22%
Total	118 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	32 761,00	27,71%
ADEME	50 000,00	42,29%
Fonds propres	35 469,00	30,00%
Total	118 230,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070183 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	659 450,00 € HT	22,75 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES  
Adresse administrative : PLACE DU JEU DE PAUME  
78730 SAINT ARNOULT EN YVELINES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Joëlle JEGAT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 533 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 1 avril 2030

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Saint-Arnoult-en-Yvelines (5 910 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 533 luminaires vétustes sur les 1 206 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse, la commune a mis en place l'extinction totale des luminaires entre 23h30 et 5h30 heures du matin.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. L'assiette éligible retenue est de 659 450,00 € HT.

**Localisation géographique :**

 SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs (assiette éligible)	596 750,00	60,01%
Equipement de maîtrise de l'éclairage (assiette éligible)	62 700,00	6,30%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	335 049,00	33,69%
Total	994 499,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	15,08%
DSIL	546 149,30	54,92%
Fonds propres	298 349,70	30,00%
Total	994 499,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070238 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques -  
COMMUNE DE SURESNES**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	31 276,00 € HT	40,00 %	12 510,40 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		12 510,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES  
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT  
92151 SURESNES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur GUILLAUME BOUDY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation de panneaux photovoltaïques sur un bâtiment communal situé au 6 rue du Clos des Ermites à Suresne.

**Dates prévisionnelles** : 8 novembre 2021 - 1 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte-tenu de l'urgence de la réfection la toiture du bâtiment situé au 6 rue du Clos des Ermites avant la période hivernale, cette opération débutera en octobre en même temps que les travaux de la toiture.

**Description :**

La Ville de Suresne souhaite équiper un bâtiment communal d'une installation solaire photovoltaïque. Les panneaux photovoltaïques installés en toiture de ce bâtiment sont d'une puissance totale de 20 kwc sur une surface de 93 m2 sur le pan de toiture orienté sud. La production attendue la première année est de 20 000 kwh.

L'installation vise un taux d'autoconsommation de 50% avec vente de surplus hors tarif d'achat obligatoire.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 15 ans et le taux de rentabilité interne est de 6,23% sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,68 % sur 30 ans.



Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du :

- RI adopté par délibération CP2022-026 du 28/01/2022, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

**Localisation géographique :**

 SURESNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation photovoltaïque	25 570,00	81,76%
Assistance technique à maîtrise d'ouvrage	5 706,00	18,24%
Total	31 276,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 765,60	60,00%
Région Île-de-France	12 510,40	40,00%
Total	31 276,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070091 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE RAIZEUX (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	11 366,00 € HT	40,00 %	4 546,40 €
Montant total de la subvention			4 546,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE RAIZEUX  
Adresse administrative : ROUTE DES PONTS  
78125 RAIZEUX  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ZANNIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 50 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 3 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Raizeux (995 habitants) souhaite moderniser le parc d'installation d'éclairage public de la route du Muguet pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 50 luminaires vétustes sur les 300 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 2 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse, la commune a mis en place l'extinction totale des luminaires entre 23h30 (minuit du vendredi au dimanche) et 6 heures du matin.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 2 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible retenue est de 11 366 €.

**Localisation géographique :** RAIZEUX**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	11 366,00	100,00%
Total	11 366,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 546,40	40,00%
Fonds propres	6 819,60	60,00%
Total	11 366,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070106 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Schéma directeur - COMMUNE DE SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 000,00 € HT	50,00 %	3 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		3 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY  
Adresse administrative : 185 AVENUE DE FONTAINEBLEAU  
77310 SAINT FARGEAU PONTHIERRY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Séverine FELIX BORON, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : élaboration d'un schéma directeur d'éclairage public.

**Dates prévisionnelles** : 1 novembre 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer au plus vite le projet de schéma directeur d'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, de réduire les dépenses communales dans un contexte de hausse des prix et d'agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune de Saint-Fargeau-Ponthierry (14 172 habitants) souhaite réaliser un schéma directeur d'éclairage public sur l'ensemble de son patrimoine.

Elle a pour cela recourt à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Cette étude permettra :

- de réduire à minima de 50% la consommation énergétique du dispositif d'éclairage public ;
- de diminuer la pollution lumineuse sur la commune et éclairer plus juste, afin de répondre aux enjeux de qualité de service pour les usagers et la biodiversité : mise en place d'une trame noire ;
- d'installer un éclairage intelligent, durable, respectueux de l'environnement et adapté aux besoins.

L'opération comprend également l'assistance à la conception d'un marché global de performance énergétique qui n'est pas comprise dans les dépenses éligibles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

 SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Schéma directeur d'éclairage public	6 000,00	41,67%
Conception d'un marché public global de performance énergétique (hors assiette éligible)	8 400,00	58,33%
Total	14 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 000,00	20,83%
Fonds propres	11 400,00	79,17%
Total	14 400,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070118 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE NOISY LE ROI (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 381 619,00 € HT	10,86 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE ROI  
Adresse administrative : 37 RUE ANDRE LE BOURBLANC  
78590 NOISY-LE-ROI  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Marc TOURELLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 1320 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer au plus vite le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune de Noisy-le-Roi (7 850 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public.

L'opération consiste à remplacer 1320 luminaires vétustes sur les 1320 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

L'opération comprend également la mise aux normes et le remplacement d'armoire électrique, qui n'est pas compris dans les coûts éligibles.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la

commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne. La commune prévoit l'abaissement de la puissance de l'éclairage de 50 % de 23h00 à 6h00 du matin afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible retenue est de 1 381 619 €.

#### Localisation géographique :

 NOISY-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires fonctionnels (assiette éligible)	1 381 619,00	93,27%
Autres dépenses non éligibles	99 769,00	6,73%
Total	1 481 388,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	10,13%
Certificats d'économie d'énergie	92 000,00	6,21%
SEY78	289 000,00	19,51%
Dotation de soutien à l'investissement local	200 000,00	13,50%
Fonds propres	750 388,00	50,65%
Total	1 481 388,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070120 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE THORIGNY SUR MARNE (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	539 113,60 € HT	27,82 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE THORIGNY SUR MARNE

Adresse administrative : 1 RUE GAMBETTA  
77400 THORIGNY-SUR-MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Manuel DA SILVA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 482 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 16 janvier 2023 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune de Thorigny-sur-Marne (10 500 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public.

L'opération consiste à remplacer 482 luminaires vétustes sur les 1186 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 2 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne. La commune prévoit l'extinction totale de l'éclairage de 23h55 à 5h05 du matin afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.




Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 2 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible retenue est de 539 113,60 €.

#### Localisation géographique :

 THORIGNY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	539 113,60	99,23%
Autres dépenses non éligibles	4 206,20	0,77%
Total	543 319,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	27,61%
Certificats d'économie d'énergie	1 000,00	0,18%
Fonds propres	392 319,80	72,21%
Total	543 319,80	100,00%

**DOSSIER N° EX070161 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE VULAINES SUR SEINE (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	48 750,24 € HT	30,00 %	14 625,07 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		14 625,07 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VULAINES SUR SEINE

Adresse administrative : 6 RUE RICHE  
77870 VULAINES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrick CHADAILLAT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 58 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 2 mai 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Vulaines sur Seine (14 172 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 56 luminaires vétustes, sur les 641 luminaires fonctionnels que compte la commune, par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.


L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne. La commune prévoit un abaissement de puissance afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible retenue est de 48 750,24 € HT.

**Localisation géographique :**

 VULAINES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	48 750,24	100,00%
Total	48 750,24	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	14 625,07	30,00%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	19 500,10	40,00%
Fonds propres	14 625,07	30,00%
Total	48 750,24	100,00%

**DOSSIER N° EX070175 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Installation télégestion -  
COMMUNE D'OTHIS (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	91 316,38 € HT	40,00 %	36 526,55 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		36 526,55 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D OTHIS  
Adresse administrative : 4 RUE GERARD DE NERVAL  
77280 OTHIS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Bernard CORNEILLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation de 29 systèmes de télégestion et mise en place de l'extinction nocturne.

**Dates prévisionnelles** : 15 novembre 2022 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à moderniser l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune d'Othis (6 725 habitants) souhaite équiper les 29 armoires de son parc d'éclairage public de système de télégestion afin de pouvoir mettre en place l'extinction nocturne.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 2 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne. La commune prévoit l'extinction totale de l'éclairage de 23h30 à 5h00 du matin afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction

de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 2 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 109 579,66 €.

**Localisation géographique :**

 OTHIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de maîtrise de l'éclairage	91 316,38	100,00%
Total	91 316,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	36 526,55	40,00%
Fonds propres	54 789,83	60,00%
Total	91 316,38	100,00%

**DOSSIER N° EX070187 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE FONTENAY-LE-VICOMTE (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	71 032,00 € HT	50,00 %	35 516,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		35 516,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-LE-VICOMTE

Adresse administrative : 4 RUE DE LA MAIRIE  
91540 FONTENAY LE VICOMTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VALERIE MICK RIVES, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Fontenay-le-Vicomte (1 591 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 267 luminaires d'éclairage public, fonctionnels mais vétustes, sur les 267 luminaires que compte la commune, par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne. La commune prévoit l'extinction totale de l'éclairage 5h par nuit afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction

de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible retenue est de 71 032 € HT.

**Localisation géographique :**

🏠 FONTENAY-LE-VICOMTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	71 032,00	100,00%
Total	71 032,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 516,00	50,00%
Fonds propres	35 516,00	50,00%
Total	71 032,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070206 - AAP - Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires -  
COMMUNE DE TOURNAN-EN-BRIE (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	723 157,90 € HT	20,74 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TOURNAN-EN-BRIE  
Adresse administrative : 1 PLACE EDMOND DE ROTHSCHILD  
77220 TOURNAN EN BRIE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Laurent GAUTIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 771 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 15 janvier 2023 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer au plus vite le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix.

**Description :**

La commune de Tournan-en-Brie (8 521 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public.

L'opération consiste à remplacer 771 luminaires d'éclairage public, fonctionnels mais vétustes, sur les 1073 luminaires de la communes, par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne. La commune prévoit un abaissement de puissance entre 22h et 7h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.



Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible retenue est de 723 157.90€.

#### Localisation géographique :

 TOURNAN-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	723 157,90	100,00%
Total	723 157,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	20,74%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	289 263,00	40,00%
Certificats d'économie d'énergie	46 606,00	6,44%
Fonds propres	237 288,90	32,81%
Total	723 157,90	100,00%

**DOSSIER N° EX069870 - AAP chaleur et froid renouvelable - Schéma directeur - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS-SACLAY**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041512-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	119 520,00 € TTC	35,00 %	41 832,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		41 832,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CA PARIS-SACLAY  
Adresse administrative : 21 RUE JEAN ROSTAND  
91898 ORSAY  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur GREGOIRE DE LASTEYRIE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'un schéma directeur de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la communauté d'agglomération de Paris-Saclay.

**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le schéma directeur des énergies est indispensable dans la poursuite du volet énergies du PCAET. L'objectif est de pouvoir mobiliser les acteurs de l'énergie début 2023 pour avoir un schéma opérationnel fin 2023 au plus tard.

**Description :**

L'étude consiste à réaliser un schéma directeur du développement des énergies sur le territoire en privilégiant le déploiement des énergies renouvelables et de récupération ainsi que des réseaux de chaleur et de froid utilisant ces mêmes types d'énergies.

Cette stratégie sera construite de façon transversale et partenariale, avec une approche décarbonée, en lien avec les territoires voisins et les documents de planification existants.

Une vision globale de l'impact des scénarii énergétiques en prenant en compte les externalités positives et négatives, avec une approche de la pérennité et de la stabilité des énergies en matière de ressources et de coûts (biomasse, géothermie, méthanisation, photovoltaïque,...).

Le résultat attendu est un état des lieux énergétique qui donne lieu à une analyse permettant d'identifier les potentiels de développement des énergies renouvelables et de récupération, ainsi que les scénarii d'approvisionnement et de consommation énergétique. Ces données, hypothèses et projections devront être disponibles sous forme cartographique afin de faciliter la mise en oeuvre des projets identifiés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation de schémas directeurs dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

-  BALLAINVILLIERS
-  CHAMPLAN
-  CHILLY-MAZARIN
-  EPINAY-SUR-ORGE
-  LONGJUMEAU
-  MASSY
-  SAULX-LES-CHARTREUX
-  VILLEBON-SUR-YVETTE
-  LA VILLE-DU-BOIS
-  BURES-SUR-YVETTE
-  GIF-SUR-YVETTE
-  GOMETZ-LE-CHATEL
-  IGNY
-  ORSAY
-  PALAISEAU
-  SACLAY
-  SAINT-AUBIN
-  VAUHALLAN
-  VILLIERS-LE-BACLE
-  MONTLHERY
-  NOZAY
-  VILLEJUST
-  VERRIERES-LE-BUISSON
-  WISSOUS
-  LINAS
-  MARCOUSSIS
-  LES ULIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic énergétique du territoire	26 250,00	21,96%
Identification du potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération	10 380,00	8,68%
Identification du potentiel des réseaux de chaleur et de froid	7 920,00	6,63%
Elaboration des scénarios	28 470,00	23,82%
Préparation de l'intégration dans l'outil de gestion	8 640,00	7,23%
Sensibilisation des acteurs du territoire	2 370,00	1,98%
Mise en oeuvre d'une concertation publique	7 800,00	6,53%
Modélisation énergétique du territoire	13 680,00	11,45%
Focus sur les secteurs communautaires des hôpitaux	8 100,00	6,78%
Planification de l'alimentation des infrastructures de recharge de véhicules électriques	5 910,00	4,94%
Total	119 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	41 832,00	35,00%
ADEME	41 832,00	35,00%
Fonds propres	35 856,00	30,00%
Total	119 520,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070090 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Remplacement de luminaires - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS HOUDANAIS (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041512-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	88 654,47 € HT	30,00 %	26 596,34 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		26 596,34 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CCPH COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS HOUDANAIS  
Adresse administrative : 22 PORTE D EPERNON  
78550 MAULETTE  
Statut Juridique : Communauté de Communes  
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE TETART, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 108 luminaires d'éclairage public localisés sur quatre zones d'activités, trois sur la commune de Houdan et une sur celle de Maulette, par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 15 octobre 2022 - 15 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer au plus vite le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix.

**Description :**

La Communauté de Communes du Pays Houdanais souhaite moderniser le parc d'installation d'éclairage public des zones d'activité de Saint Mathieu, la Tour du Pin et Espace Prévôté sur la commune de Houdan (3 671 habitants) ainsi que sur celle de Maulette sur la commune de Maulette (1 013 habitants).

la commune de Houdan (3 671 habitants) et celle de Maulette (1 013 habitants) souhaitent remplacer 108 luminaires d'éclairage public, fonctionnels mais vétustes, sur les 140 luminaires du périmètre, par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour les zones d'activités. La Communauté de Communes prévoit un abaissement de puissance de l'éclairage de 50 % de 22h00 à 6h00 du matin afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible retenue est de 88 654,47 € HT.

#### Localisation géographique :

 HOUDAN

 MAULETTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	88 654,47	100,00%
Total	88 654,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	26 596,34	30,00%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	26 597,00	30,00%
Fonds propres	35 461,13	40,00%
Total	88 654,47	100,00%

**DOSSIER N° EX069933 - AAP chaleur et froid renouvelable - Schéma directeur de réseau de chaleur - SYNDICAT INTERCOMMUNAL VILLIER LE BEL-GONESSE pour la production et la distribution de chaleur**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041582-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	34 176,00 € HT	35,00 %	11 961,00 €
Montant total de la subvention			11 961,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL VILLIERS LE BEL-GONESSE  
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS  
95500 GONESSE  
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique  
Représentant : Monsieur PIERRE LALISSE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'un schéma directeur sur les communes de Villiers le Bel et Gonesse.

**Dates prévisionnelles** : 19 septembre 2022 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La fin prochaine du contrat de revente de l'électricité via cogénération implique le lancement urgent du schéma directeur afin d'identifier une nouvelle source d'énergie renouvelable et de récupération.

Le lancement de ce schéma directeur s'inscrit aussi dans le programme de développement du réseau entre 2023 et 2030.

**Description :**

L'étude consiste en l'actualisation du schéma directeur du réseau de chaleur de Villiers le Bel - Gonesse.

Ce schéma directeur se déroulera sur 4 phases :

- définition du périmètre du schéma directeur et constitution d'un comité de pilotage ;
- diagnostic et audit du réseau : technique, économique, environnemental, de service... ;
- étude sur les évolutions possibles du réseau existant et étude de développement des réseaux sur le territoire sur syndicat intercommunal de Villiers le Bel et Gonesse ;
- synthèse et plan d'action.

La majeure partie des quartiers de Gonesse n'est aujourd'hui pas desservie par le réseau géothermique

existant. Il convient dans le cadre de ce nouveau schéma directeur d'étudier les quartiers au sud est des voies ferrées, y compris sur les secteurs aménageables du triangle de Gonesse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation de schémas directeurs dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

#### Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BEL
- GONESSE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Définition du périmètre et mise en place d'un comité de pilotage	712,00	2,08%
Diagnostic et audit du réseau	1 424,00	4,17%
Etude de développement du réseau	29 192,00	85,42%
Synthèse et plan d'actions	2 848,00	8,33%
Total	34 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 961,00	35,00%
ADEME	11 961,00	35,00%
Fonds propres	10 254,00	30,00%
Total	34 176,00	100,00%



**DOSSIER N° EX068921 - AAP chaleur et froid renouvelable - étude de faisabilité géothermique - JOULIN - Etampes**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 modifiée du 28/01/2022

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	110 950,00 € HT	25,00 %	27 737,50 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		27 737,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : JOULIN AERO DISTRIBUTION

Adresse administrative : 17 AVENUE DES GRENOTS  
91150 ETAMPES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur LAURENT PIERRE PAUL FRANCK JOULIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité avec forage test pour une opération de géothermie sur sondes.

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2022 - 1 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude de faisabilité pour la mise en place d'une solution de géothermie est conditionnée au calendrier des travaux d'extension du bâtiment, qui sont prévus entre septembre et juillet 2023.

**Description :**

L'entreprise Joulin est une PME spécialisée dans le matériel de levage et de manutention.

Le projet s'inscrit dans la volonté d'agrandissement d'un bâtiment situé dans la zone industrielle au 17, avenue des Grenots à Etampes.

Dans le cadre des travaux d'extension du site, une solution géothermique sera proposée afin d'alimenter les bâtiments existants et l'extension.

Cette étude comprendra :

- une pré-étude (recueil des données et étude des besoins énergétiques, du contexte environnemental et du potentiel de géothermie sur nappe) ;
- un descriptif de la solution de géothermie et un relevé de coupe géologique ;
- une réalisation des forages de prélèvement et d'injection ;
- une réalisation des essais de pompage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Joulin aéro distribution étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

ETAMPES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Recueil de données et études des besoins énergétiques	2 800,00	2,52%
Etude du contexte environnemental et du potentiel de géothermie sur nappe	3 150,00	2,84%
Descriptif de la solution énergétique et relevé de coupe géologique	24 000,00	21,63%
Réalisation de forages de prélèvement et d'injection	45 000,00	40,56%
Réalisation des essais de pompage	36 000,00	32,45%
Total	110 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	27 737,50	25,00%
ADEME	27 737,50	25,00%
Fonds propres	55 475,00	50,00%
Total	110 950,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

## **Annexe 2 - Fiches-projets SLTE**

**DOSSIER N° 23000035 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - CONSEIL  
DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE - Soutien au programme d'actions 2023**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-758-65733-175002-1700

Action : 17500204- Actions dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	314 305,00 € TTC	15,00 %	47 145,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		47 145,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE  
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE  
91000 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur FRANÇOIS DUROVRAY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Le Département anime la plateforme départementale de la rénovation énergétique "Rénover Malin" depuis 2014 et décline le socle des 3 missions prévu à la convention avec pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

Au titre de l'année 2023, une attention particulière sera portée sur les actions suivantes :

- Le nombre d'événements organisés avec la présentation des dispositifs régionaux ;
- Le nombre de projets déposés sur les dispositifs régionaux par une collectivité, une entreprise ou une copropriété suite à un accompagnement de la structure bénéficiaire de cette fiche-projet.

Moyens humains pour réaliser le socle des missions 6.3 ETP :

0,2 ETP Direction

1.5 ETP Fonctions supports

3.6 ETP Cible particuliers

0,5 ETP Cible professionnels

0,5 ETP Cible collectivité

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Lors du versement du solde de la subvention annuelle, le règlement d'intervention précise que 10% du montant total de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

Toutefois, afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire, le montant de la subvention a été ajusté conformément au règlement d'intervention cité précédemment.

#### Localisation géographique :

 ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	314 305,00	100,00%
Total	314 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 145,00	15,00%
Fonds propres	267 160,00	85,00%
Total	314 305,00	100,00%

**DOSSIER N° 23000030 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - ALEC PARIS OUEST LA DEFENSE (POLD) - Soutien au programme d'actions 2023**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-758-65748-175002-1700

Action : 17500204- Actions dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	367 530,00 € TTC	10,88 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PARIS OUEST LA DEFENSE

Adresse administrative : 53 RUE DE L'AIGLE  
92250 LA GARENNE COLOMBES

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Véronique JACQUELINE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC POLD intervient sur le territoire de l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest la Défense qui dénombre 560 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

-Mission 1 : auprès des particuliers : assurer sur l'habitat des particuliers sur les aspects sobriété, rénovation / amélioration de la performance énergétique et énergies renouvelables et décarbonées ; le conseil personnalisé aux particuliers, les accompagner dans leurs projets et en effectuer le suivi

-Mission 2 : auprès des professionnels : faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie

-Mission 3 : auprès des collectivités : aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider

à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales

Au titre de l'année 2023, une attention particulière sera portée sur les actions suivantes :

- Le nombre d'évènements organisés avec la présentation des dispositifs régionaux ;
- Le nombre de projets déposés sur les dispositifs régionaux par une collectivité, une entreprise ou une copropriété suite à un accompagnement de la structure bénéficiaire de cette fiche-projet.

Moyens humains dédiés au socle des missions 7.5 ETP :

0,5 ETP direction  
1,5 ETP fonctions supports  
3.5 ETP cible particuliers  
1 ETP cible professionnels  
1 ETP cible collectivité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Lors du versement du solde de la subvention annuelle, le règlement d'intervention précise que 10% du montant total de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

Toutefois, afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire, le montant de la subvention a été ajusté conformément au règlement d'intervention cité précédemment.

#### **Localisation géographique :**

 PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	367 530,00	86,05%
Achats	17 500,00	4,10%
Services extérieurs	6 600,00	1,55%
Autres services extérieurs	34 000,00	7,96%
Impôts et taxes	1 500,00	0,35%
Total	427 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	9,36%
Autres collectivités	191 129,00	44,75%
Programme SARE	169 701,00	39,73%
Cotisations, dons manuels ou legs	26 300,00	6,16%
Total	427 130,00	100,00%



**DOSSIER N° 23000036 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - GRAND PARIS SEINE OUEST ENERGIE - Soutien au programme d'actions 2023**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-758-65748-175002-1700

Action : 17500204- Actions dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	475 860,00 € TTC	9,11 %	43 330,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		43 330,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GPSO ENERGIE GRAND PARIS SEINE OUEST ENERGIE  
Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS  
92190 MEUDON  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Christiane BARODY-WEISS, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Grand Paris Seine Ouest intervient sur tout le territoire de la Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest qui représente plus de 310 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment

et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

Au titre de l'année 2023, une attention particulière sera portée sur les actions suivantes :

- Le nombre d'événements organisés avec la présentation des dispositifs régionaux ;
- Le nombre de projets déposés sur les dispositifs régionaux par une collectivité, une entreprise ou une copropriété suite à un accompagnement de la structure bénéficiaire de cette fiche-projet.

Moyens humains mis à disposition 10.5 ETP :

0,8 ETP direction

2 ETP fonction supports

6.5 ETP cible particuliers

0,2 ETP cible professionnels

1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Lors du versement du solde de la subvention annuelle, le règlement d'intervention précise que 10% du montant total de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

Toutefois, afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire, le montant de la subvention a été ajusté conformément au règlement d'intervention cité précédemment.

#### **Localisation géographique :**

■ GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	475 860,00	73,83%
Services extérieurs	29 200,00	4,53%
Autres services extérieurs	131 870,00	20,46%
Impôts et taxes	1 870,00	0,29%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 500,00	0,54%
Achats	2 200,00	0,34%
Total	644 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	43 330,00	6,72%
Collectivités	297 670,00	46,19%
Programme SARE	223 700,00	34,71%
Prestations de services	39 800,00	6,18%
Adhésions	40 000,00	6,21%
Total	644 500,00	100,00%

**DOSSIER N° 23000038 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - PARIS  
TERRES D'ENVOL - Soutien au programme d'actions 2023**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-758-65748-175002-1700

Action : 17500204- Actions dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	519 000,00 € TTC	7,71 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE PARIS  
TERRES D'ENVOL  
Adresse administrative : 22 AVENUE DES NATIONS 93420 VILLEPI  
93420 VILLEPINTE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Marwa BRAIHIM, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC Paris Terres d'Envol fédère huit villes de Seine-Saint-Denis qui représentent près de 367 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment

et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

Au titre de l'année 2023, une attention particulière sera portée sur les actions suivantes :

- Le nombre d'événements organisés avec la présentation des dispositifs régionaux ;
- Le nombre de projets déposés sur les dispositifs régionaux par une collectivité, une entreprise ou une copropriété suite à un accompagnement de la structure bénéficiaire de cette fiche-projet.

Moyens humains mis à disposition 12

- 1 ETP direction
- 1 ETP fonction supports
- 6 ETP cible particuliers
- 1 ETP cible professionnels
- 1 ETP cible collectivités
- 1 ETP précarité énergétique
- 1 ETP communication

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Lors du versement du solde de la subvention annuelle, le règlement d'intervention précise que 10% du montant total de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

Toutefois, afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire, le montant de la subvention a été ajusté conformément au règlement d'intervention cité précédemment.

#### **Localisation géographique :**

■ PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	519 000,00	74,28%
Achats	20 000,00	2,86%
Services extérieurs	93 000,00	13,31%
Autres services extérieurs	38 000,00	5,44%
Impôts et taxes	11 700,00	1,67%
Autres charges de gestion courante	7 000,00	1,00%
Dotation aux amortissements	10 000,00	1,43%
Total	698 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	5,72%
Collectivités	300 000,00	42,94%
Aides privées	16 000,00	2,29%
Conseil Départemental	40 000,00	5,72%
Programme SARE	302 700,00	43,32%
Total	698 700,00	100,00%

## **Annexe 3 - Fiche projet ENERGIE PARTAGEE**

**DOSSIER N° 23000027 - ENERGIE PARTAGEE - Soutien au développement de l'accompagnement des projets citoyens d'énergies renouvelables 2023**

**Dispositif** : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

**Délibération Cadre** : CR108-13 du 21/11/2013

**Imputation budgétaire** : 937-71-65748-171004-1700

Action : 17100402- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	260 500,00 € TTC	24,95 %	65 000,00 €
Montant total de la subvention			65 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ENERGIE PARTAGEE

Adresse administrative : 16 QUAI DE LA LOIRE  
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Johann VACANDARE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation du programme 2023 d'actions pour le développement des projets citoyens d'énergie renouvelable en Île-de-France.

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention annuelle de fonctionnement.

**Description :**

L'objectif d'Énergie Partagée Île-de-France est d'accompagner l'atteinte des 15 % des énergies renouvelables aux mains des citoyens et des collectivités en 2030 en Île-de-France. L'opération consiste à soutenir financièrement les trois postes de chargés de développement territorial d'Énergie Partagée Île-de-France sur 2023. Le plan d'action global 2023 se décline en 4 axes de travail :

Axe 1 : Accompagner les porteurs de projets

Axe 2 : Animer et renforcer le réseau de l'énergie citoyenne francilien  
Améliorer la gouvernance du réseau

- Appuyer la mutualisation des connaissances et outils sur le long terme

- Développer des projets d'envergure



- Diversifier les filières accompagnées :

- Accompagner la montée en compétence des porteurs de projets sur l'autoconsommation individuelle et collective.
- Accompagner à terme un projet pilote de photovoltaïque au sol.
- Déployer le réseau vers les filières encore peu développées de la chaleur et du gaz renouvelables : ce sera l'objet de l'ouverture du 3ème ETP en 2023.

Axe 3 : Sensibiliser les collectivités et institutions, et animer l'écosystème régional

Axe 4 : Valoriser les projets franciliens d'énergie citoyenne  
Communiquer sur les projets et l'énergie citoyenne

- Sensibiliser le grand public
- Participer au réseau national de l'énergie citoyenne

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 la subvention au titre du soutien aux structures dans le secteur de l'environnement est composé du soutien aux têtes de réseau d'un montant maximum de 50 000 € s'élevant à 50 % des dépenses éligibles, soit 50 000 €, et au titre du module du « dispositif thématique » d'un montant de 15 000 € au taux de 50 % (module plafonné à 50 000 € avec un taux maximal de 70 %). Le total de la subvention s'élève à 65 000 €.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel pour l'animation et la coordination	186 000,00	71,40%
Charges de fonctionnement	45 000,00	17,27%
Frais de mission	7 000,00	2,69%
Prestations externes	22 500,00	8,64%
Total	260 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	65 000,00	24,95%
ADEME	101 000,00	38,77%
Métropole du Grand Paris	85 000,00	32,63%
Fonds propres	9 500,00	3,65%
Total	260 500,00	100,00%

## **Annexe 4 - Fiches-projets AIRPARIF**

**DOSSIER N° 23000006 - Airparif 1ère affectation au titre de l'aide aux investissements pour 2023**

**Dispositif** : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 907-74-2324-574001-1700

Action : 574001012- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 € TTC	100,00 %	456 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		456 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR  
POLLUT ATMOSP  
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON  
75004 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Philippe QUENEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : première affectation au titre de l'aide aux investissements d'Airparif pour 2023

**Dates prévisionnelles** : 26 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La Région suit avec attention les décisions concernant le programme d'investissement d'Airparif pour 2023. Dans le cadre de la convention entre la Région et cette association, il est prévu la participation financière de la Région à ces investissements qui concernent principalement

- le matériel nécessaire pour le réseau de mesure, la métrologie et la chimie, notamment :
- le renouvellement d'analyseurs (dioxyde d'azote, particules, ozone) de matériel associé (climatisation, châssis d'acquisition de données) ;
- la rénovation ou le déplacement de la station de Cergy qui est envisagé ainsi que la création d'un site de mesure multi-polluants, en anticipation de la nouvelle directive européenne ;
- divers matériel de laboratoire de laboratoire (spectrophotomètre, matériel d'analyse des COV...) et équipements associés (climatisation, informatique).

Ce programme prévoit des investissements pour poursuivre l'optimisation des moyens informatiques et améliorer le matériel de visioconférence.

Les investissements concernent également les services généraux de l'association, notamment, l'étanchéité et la poursuite de la rénovation thermique du siège d'Airparif et le renouvellement de 2 véhicules (remplacés par un véhicule électrique et un vélo cargo).

Pour mémoire, la convention entre avec la Région prévoit qu'Airparif fasse apparaître la contribution régionale pour toutes les opérations d'investissements concernées. Airparif étant en contact avec les services de la Région afin d'être notamment conseillé dans sa démarche. L'octroi de nouvelle subvention étant soumises à la production de certaines informations et au respect des obligations figurant dans cette convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Airparif

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**DOSSIER N° 23000007 - Airparif 1ère affectation au titre de l'aide au fonctionnement pour 2023**

**Dispositif** : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 937-74-65748-574001-1700

Action : 574001052- Fonctionnement d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 € TTC	100,00 %	510 000,00 €
Montant total de la subvention			510 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP  
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON  
75004 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Philippe QUENEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 27 janvier 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Outre le maintien des travaux récurrents de l'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France et l'information du public et des autorités, les axes de travail pour 2023 portent sur :

- la poursuite de l'accompagnement des acteurs : plans régionaux, plans territoriaux, Île-de-France Mobilités;
- la poursuite des travaux sur les particules (notamment ultrafines), pesticides, ammoniac, composés organiques volatils, polluants d'intérêt national et qui font aussi le lien, selon les polluants, avec les dernières recommandations de l'OMS et les enjeux climatiques et sanitaires ;
- le numérique au service de l'information : développement d'outils et services avec un enjeu de mutualisation et d'harmonisation avec les autres associations de surveillance de la qualité de l'air dans d'autres régions;
- les actions à l'international pour la valorisation de l'expertise et des partenariats, et le partage d'expérience;
- le soutien à l'innovation dans le cadre du Airlab.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Détail du calcul de la subvention :**

Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 60 % du budget (qui est de 850 000 €) est affecté en janvier, soit 510 000 €.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Airparif

L'organisme ne récupère pas la TVA.

## **Annexe 5 - Accord confidentialité EDF- Région Île-de-France**

# Accord de confidentialité bilatéral (« l'Accord »)

## 1. PARTIES



### Qui s'engage ?

entre

nom de la société  
EDF

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés  
de Paris

dont le siège social est situé  
22 - 30 avenue de Wagram 75008 Paris

représentée par  
Mme Hélène MILOT

agissant en qualité de  
Directrice Action Régionale Ile-de-France

ci après désignée par  
**EDF**

et

nom de la société  
Région Ile-de-France

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés  
de

dont le siège social est situé  
2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

représentée par  
Mme Fantine LEFEVRE

agissant en qualité de  
Directrice Générale Adjointe, Chargée de la cohésion territoriale

ci après désignée par  
**le Partenaire**

Accord bilatéral signifie  
que les informations  
confidentielles  
échangées émanent de  
l'une ou de l'autre Partie.

EDF et le Partenaire sont ci-après désignés par la/les « **Partie(s)** ».

Les bulles ont uniquement une valeur explicative. En cas de contradiction entre l'Accord et les bulles, l'Accord prévaut.

## 2. SUJET



### Pour quel projet ?

EDF et le Partenaire prévoient de poursuivre les échanges au sujet de Etude EDF : les leviers de décarbonation de l'Ile-de-France à 2050  
(ci-après le « **Projet** »).

## 3. DURÉES

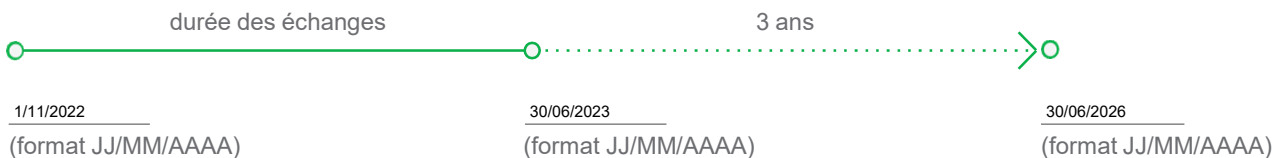


### Pour combien de temps ?

date de signature  
de l'Accord

date d'expiration  
de l'Accord = date  
de fin des échanges

date d'expiration  
de l'obligation  
de confidentialité





#### 4. INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ET EXCEPTIONS



### Qu'est-ce qui est secret ?

#### Information confidentielle

désigne toutes informations échangées entre les Parties, quelle qu'en soit la nature, la forme, le mode de diffusion (notamment par écrit ou par oral) :

Par exemple, est une information confidentielle :

- Toute **donnée technique industrielle, scientifique, financière et commerciale, savoir-faire**, y compris toute donnée à caractère personnel, notamment dans le domaine des systèmes d'information et de la politique industrielle des Parties et/ou de leurs sociétés affiliées.
- Toute information en lien avec le Projet.
- L'existence du présent Accord.

#### Exceptions

N'est pas considérée comme Information Confidentielle :

- Toute information dont une Partie peut prouver qu'elle : était ou est devenue **publiquement accessible** sans violation de l'Accord de sa part, ou qu'elle en avait connaissance avant sa communication par l'autre Partie, ou qu'elle a été développée indépendamment par elle ou pour son compte.
- Toute information pour laquelle la Partie émettrice a, par écrit, autorisé la divulgation.
- Toute information qu'une Partie a obtenue d'un tiers sans que, à sa connaissance, ce dernier ne soit tenu d'une obligation de confidentialité à l'égard de l'autre Partie.

#### 5. PARTAGE DES INFORMATIONS



### Qui a accès ?

**Chaque Partie** limitera l'accès aux Informations Confidentielles de l'autre Partie :

- ① à ses **seuls salariés** et/ou de son personnel non permanent :
  - ayant besoin d'en connaître aux fins de la réalisation du Projet, et
  - sous réserve de les avoir informés de leur nature confidentielle.
- ② à ses **conseils extérieurs**, avocats ou experts à la condition que ceux-ci soient **tenus à une obligation de secret** et/ou de confidentialité en vertu de leurs déontologies professionnelles.
- ③ aux salariés, personnel non permanent ou mandataires **des sociétés affiliées de son groupe s'ils ont été informés de leur nature confidentielle**. Par société affiliée, on entend toute société qui :
  - contrôle l'une ou l'autre des Parties;
  - qui est contrôlée par l'une ou l'autre des Parties;
  - qui est sous contrôle commun avec l'une ou l'autre des Parties.Par contrôle, on entend la détention directe ou indirecte de plus de 50% du capital ou des droits de vote d'une société.

Toutes ces personnes doivent respecter la confidentialité.

Tout autre personne est tiers **et ne peut se voir communiquer les Informations Confidentielles des Parties**.

En dehors des salariés EDF et de ses sociétés affiliées, de leurs conseils, tout le monde est tiers.

## 6. ENGAGEMENT DES PARTIES



### À quoi s'engagent les Parties ?



#### À faire

- ① **Garder** secrètes les Informations Confidentielles et donc les protéger dans des conditions de protection nécessaires à cet impératif de confidentialité ou avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.
- ② **Avertir** l'autre Partie dans les meilleurs délais de tout ce qui peut laisser présumer une violation ou présomption de violation des obligations de cet Accord par mail ou courrier avec accusé réception et à prendre toutes les mesures nécessaires pour en limiter les effets.
- ③ **Inform**er l'autre Partie dans les meilleurs délais dans le cas où la divulgation d'Informations Confidentielles lui serait ordonnée en vertu d'une loi ou d'un règlement, afin de permettre à l'autre Partie de demander les mesures de protection appropriées.
- ④ **Retourner** ou détruire tous documents et autres supports, et toutes copies d'Informations Confidentielles à la date d'expiration de l'Accord ou à tout moment sur demande écrite de l'autre Partie.



#### À ne pas faire

Sauf accord écrit et préalable de l'autre Partie,

- ① **Ne pas divulguer** les Informations Confidentielles à des tiers.
- ② **Ne pas utiliser** les Informations Confidentielles à d'autres fins que celles permettant de réaliser le Projet ou d'évaluer sa capacité à le réaliser.

Pas de copropriété, chaque Partie reste propriétaire de ses créations et innovations.

## 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE



### Quid des créations et innovations des Parties ?

Toutes les Informations Confidentielles transmises dans le cadre de l'Accord ainsi que toutes copies, reproductions ou duplications, et tous droits s'y rapportant **resteront la propriété** de la Partie émettrice, sous réserve des droits des tiers.

Chaque Partie s'engage à **ne pas déposer** de titre de propriété industrielle sur la base des Informations Confidentielles communiquées par l'autre Partie.

Aucune des dispositions de l'Accord ne saurait être interprétée comme la concession à l'autre Partie d'une licence, d'un droit, d'un transfert de droits ou d'un privilège quelconque à quelque titre que ce soit sur l'utilisation des Informations Confidentielles.

## 8. RESPONSABILITÉ



### Jusqu'où êtes-vous responsables ?

En cas de violation de cet Accord, c'est la responsabilité de l'entreprise qui sera recherchée (pas celle des personnes physiques signataires).

#### Vos engagements

Chaque Partie est responsable du **respect de ces obligations par** :

- ses salariés et son personnel non permanent,
- ses mandataires et conseils,
- et ses sociétés affiliées.

Les Parties n'ont aucune obligation de conclure ou de s'engager à conclure un autre accord que celui-ci.

Chaque partie a le droit de mettre fin à tout moment aux échanges concernant le Projet.

Le présent Accord constitue l'intégralité des engagements des Parties au sujet des échanges relatifs au Projet et il ne peut être modifié que par avenant. Il remplace tout autre accord portant, en totalité ou en partie, sur le Projet.

#### Absence de garantie

Les Informations Confidentielles sont fournies «**EN L'ETAT**», sans garantie d'aucune sorte, expresse ou tacite, et notamment, quant à leur qualité, leur exactitude ou leur caractère exhaustif ou leur adéquation au Projet.

Chaque Partie renonce à engager la responsabilité de l'autre Partie pour tout préjudice qu'elle subirait du fait de l'utilisation ou de la confiance qu'elle aurait accordée à ces Informations Confidentielles.

## 9. DROIT APPLICABLE & TRIBUNAUX COMPÉTENTS



### Que faire en cas de litige ?

Le droit français s'applique à cet Accord.

En cas de litige qui ne pourrait être résolu à l'amiable, les tribunaux de Paris seront seuls compétents.

## 10. CESSION



### Pouvez-vous transférer le contrat ?

Aucune des Parties n'est **pas autorisée à céder**, déléguer ou transférer de quelque manière que ce soit, tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Accord, sans l'accord écrit de l'autre Partie.

Toute cession en violation du présent Accord sera **nulle de plein droit**. Les cessions résultant d'opérations de fusion ou d'acquisition ne requièrent pas le consentement d'EDF mais sa prompte information à l'issue de l'opération concernée.



### Signature

**Ne pas utiliser** la signature électronique proposée par Adobe Acrobat. **Utiliser** la signature papier ou la signature électronique conforme à l'outil existant au sein de votre direction chez EDF.

Signé en 2 exemplaires originaux le \_\_\_\_\_

**EDF**

nom : Marie-Hélène MILOT-DURIN

titre : Directrice Action Régionale Ile-de-France

signature :

**Le Partenaire**

nom : Fantine LEFEVRE

titre : Directrice Générale Adjointe, Chargée de la cohésion territoriale

signature :

## **Annexe 6 - Changement de bénéficiaire - modification de convention**

**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N° 16005283  
SDC - 24 RUE BECCARIA - 75012 PARIS – RESIDENCE DE SOLOGNE  
TRANSFERT A CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT**

La Région Île-de-France, sise 2, rue Simone Veil, 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine  
Représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,  
en vertu de la délibération n° **CP 2023-024 du 25 janvier 2023**,  
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT, 70 BOULEVARD DE REUILLY 75012 PARIS,  
Représentée par Madame Paulette VINCENT, en qualité de présidente du CABINET LOISELET  
PERE FILS ET DAIGREMONT CONSEIL immatriculée au registre du commerce et des sociétés de  
Paris, sous le numéro de SIRET 542061015 - 00369 ci-après dénommée « CABINET LOISELET  
PERE FILS ET DAIGREMONT »

d'autre part,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CP16-162 du 15 juin 2016, ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

La subvention a été attribuée initialement à IPG IMMOBILIERE PARISIENNE DE GESTION, syndic de copropriété de la résidence située 24 rue Beccaria - 75012 PARIS. Le nouveau syndic est désormais le CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT.

Cet avenant permet au nouveau syndic de percevoir le solde de la subvention pour le compte de la ' résidence Sologne '.

*SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :*

**Article 1 :**

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention attribuée par délibération n° CP 16-162 du 15 juin 2016 à IPG IMMOBILIERE PARISIENNE DE GESTION au profit du CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT.

CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations d'IPG IMMOBILIERE PARISIENNE DE GESTION à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° **16005283**.

#### **Article 2 :**

Dans tous les articles de la convention n° **16005283**, le terme « bénéficiaire » désigne le CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT.

#### **Article 3 :**

Les versements sont à effectuer à :

Bénéficiaire : SDC 24 rue Beccaria- Résidence de Sologne – CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT – 70 BOULEVARD DE REUILLY 75012 PARIS.

Nom de la Banque : HSBC FR PARIS BBC HAUSSEMAN.

Code Banque : 30056 - Code Agence : 00917 - N° de compte : 09170280139 - Clé RIB : 51

#### **Article 4 :**

Les dispositions de la convention n°**16005283** non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

#### **Article 5 :**

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 25 janvier 2023.

#### **Article 6 :**

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2023-024 du 25 janvier 2023 ainsi que le présent avenant de transfert.

#### **Article 7 :**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le CABINET LOISELET  
PERE FILS ET DAIGREMONT,

*La Présidente*  
*Madame Paulette VINCENT*

Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la REGION ÎLE-DE-FRANCE,

*La Présidente*

Madame Valérie PECRESSE  
P/ la présidente du conseil régional d'Île-de-  
France et par délégation

Commission permanente du 15 juin 2016 - CP16-162  
Modifiée par la commission permanente du 25 janvier 2023 - CP2023-024

**DOSSIER N° 16005283 - SDC 24 RUE BECCARIA 75012 PARIS - COPRO DURABLE 2016  
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

**Dispositif** : Politique énergie climat (n° 00000634)

**Délibération Cadre** : CR46-12 du 22/11/2012

**Imputation budgétaire** : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 922 394,00 € HT	10,40 %	200 000,00 €
Montant déjà versé			140 989,24 €
Solde de la subvention à verser			59 010,76 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT  
Adresse administrative : 70 BOULEVARD DE REUILLY  
75012 PARIS  
Statut Juridique : Syndicat De Copropriété  
Représentant : Monsieur XAVIER FRANC

**PRESENTATION DU PROJET**

**A la suite du changement de syndic concernant la copropriété sise 24 rue Beccaria à PARIS, il s'agit de transférer au nouveau syndic, CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT, la possibilité de percevoir le solde de la subvention attribuée pour donner suite à sa demande de versement transmise aux services régionaux.**

L'ancien syndic, IPG IMMOBILIERE PARISIENNE DE GESTION, a perçu un montant de 140 989,24 € sur un total de subvention de 200 000 €.

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2016 - 1 janvier 2018

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La copropriété, construite en 1967, est composée de 2 bâtiments. Le premier sur 11 niveaux comporte 58 logements, d'un local commercial, d'un atelier et d'une loge au rez-de-chaussée. Le second sur 5 niveaux comporte 8 logements et 2 garages.  
Surface SHON = 5 319 m<sup>2</sup>

**Localisation géographique :**

 PARIS



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2016

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des murs par l'extérieur	740 630,00	38,53%
remplacement des menuiseries	519 240,00	27,01%
isolation des planchers bas	39 435,00	2,05%
isolation des toitures terrasses	321 880,00	16,74%
remplacement du système de chauffage	130 000,00	6,76%
ventilation	79 000,00	4,11%
honoraires	92 209,00	4,80%
Total	1 922 394,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 642 394,00	85,43%
Région Île-de-France	200 000,00	10,40%
ADEME Île-de-France	80 000,00	4,16%
Total	1 922 394,00	100,00%

Commission permanente du 7 juillet 2022 - CP2022-257  
Modifiée par la commission permanente du 27 janvier 2023 - CP2022-024

**DOSSIER N° EX063281 - AAP chaleur renouvelable - Géothermie sur nappe - Communauté de communes les portes briardes entre villes et forêts - Tournan-en-Brie**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2022-026 du 28/01/2022 modifiée

**Imputation budgétaire** : 907-75-204142-575001-1700

Action : 575001062- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	749 520,00 € TTC	20,03 %	150 150,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 150,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES LES PORTES BRIARDES ENTRE VILLES ET FORETS  
Adresse administrative : 43 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
77330 OZOIR-LA-FERRIERE  
Statut Juridique : Communauté de Communes  
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS ONETO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : mise en œuvre d'un dispositif de géothermie sur nappe pour chauffer un centre aquatique intercommunal.

**Dates prévisionnelles** : 15 décembre 2021 - 15 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux de forage de reconnaissance ont commencé fin 2021 afin de mutualiser les coûts liés au début des travaux de construction du centre aquatique.

Les travaux de forage du doublet en lui-même commenceront début septembre.

**Description :**

Le projet consiste en l'installation d'une solution de géothermie sur nappes pour couvrir les besoins d'un centre aquatique, rue de Paris à Tournan-en-Brie. Le doublet ira à 80 mètres de profondeur et captera la nappe de Champigny.

Le projet permettra d'alimenter un centre aquatique d'une surface de 1 750 m<sup>2</sup> pour des besoins en chaud estimés à 1160 MWh/an et des besoins en froid estimés à 525 MWh/an.

La couverture de ces besoins sera assurée à 90% par la géothermie.

Avec des besoins électriques de 320 MWh, la production d'énergie renouvelable de la solution sera de 1 365 MWh.

La puissance de la thermo-frigopompe est de 210 kW pour le chaud et 164 kW pour le froid.

**A la suite d'une erreur matérielle, cette fiche-projet vise à modifier la base subventionnable qui était erronée. Cette actualisation n'a pas d'incidence sur le montant de la subvention.**

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 :

-Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

#### Localisation géographique :

 TOURNAN-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bâtiment chaufferie	42 000,00	5,60%
Equipement de production chauffage et froid	72 000,00	9,61%
Equipement de production d'appoint	36 000,00	4,80%
Equipement de captage géothermique (forage, pompes, échangeurs)	408 000,00	54,43%
Autres postes de dépenses en chaufferie	72 000,00	9,61%
Système de gestion et de suivi	80 400,00	10,73%
MOE	39 120,00	5,22%
Total	749 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	380 760,00	50,80%
Région Île-de-France	150 150,00	20,03%
ADEME	218 610,00	29,17%
Total	749 520,00	100,00%

## **Annexe 7 - Avenant n°1 à la Convention financière France Carbone Agri**

**AVENANT N°1**  
**A LA CONVENTION FINANCIERE**  
**relative à la mise œuvre d'actions et d'initiatives sur la compensation carbone**  
**ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANCE CARBONE AGRI**

**La région Île-de-France**, sise au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2023-024 du 25 janvier 2023 et ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

**France Carbone Agri Association Île-de-France**

Statut juridique : Association

dont le siège social est situé au 7, rue du Louvre – 75001 PARIS

ayant pour représentant Monsieur Samuel VANDAELE, Président

et ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

**APRES AVOIR RAPPELE :**

La région Île-de-France et France Carbone Agri ont conclu une convention financière par délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUI :***

**ARTICLE 1** - A la suite de l'article 7, il est créé un article 8 ainsi rédigé :

**ARTICLE 8 – Protection des données**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région »), l'association France Carbone Agri (ci-après, les Responsables de traitement Disjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces

demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD. »

## **ARTICLE 2 – DISPOSITIONS DIVERSES**

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Les autres dispositions de la convention et de ses annexes demeurent inchangées.

Le présent avenant à la convention est établi en 2 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine  
En 2 exemplaires originaux,

Le

Pour France Carbone Agri,  
*le Président,*

Samuel VANDAELE

Le

Pour la région Île-de-France,  
*la Présidente,*

Valérie PECRESSE